LETTRE AU ROI,

ET

OBSERVATIONS

De la Commission établie pour l'administration des finances de M. le Comte D'ARTOIS, *Fils de France, Frère du Roi.*

1790.



SIRE,

LA COMMISSION nommée par M. le Comte d'Artois, & que Votre Majeſté a autoriſée, a l'honneur de préſenter à Votre Majeſté le Tableau de ſon adminiſtration, depuis un an qu'elle eſt établie. Elle y joint des obſervations ſur le danger qu'il y auroit d'interrompre des payemens ordonnés en 1783

par Votre Majesté. Elle la supplie de peser ces observations dans sa sagesse, & de jeter un regard favorable sur les Créanciers & les Officiers du Prince son frère.

Nous sommes avec le plus profond respect,

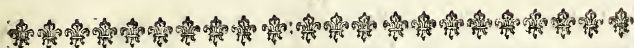
SIRE,

DE *VOTRE MAJESTÉ,*

Les très-humbles, très-soumis & très-fidèles Serviteurs & Sujets,

Les Commissaires nommés pour l'administration des finances de M. le Comte d'Artois.

DE MONTCRIF.
DE MONTCHEVREL.
DANJOU.
DE CHEVERU.
DE LA MADELEINE.
DE BONNIERES.



OBSERVATIONS

De la Commiſſion établie pour l'adminiſtration des finances de M. le Comte D'ARTOIS, *Fils de France, Frère du Roi.*

IL eſt des idées qu'on ne doit point laiſſer germer dans les eſprits : toute erreur peut être relevée par ceux qui ont la poſſibilité de faire connoître la vérité.

On annonce dans des écrits répandus avec profuſion, que le Tréſor public eſt ſans ceſſe ouvert pour M. le Comte d'Artois, & qu'on lui envoie en pays étranger des fonds qu'il importe de conſerver à l'État.

On ſe prépare d'avance des moyens de réduire à rien, s'il étoit poſſible, le traitement dont il a toujours joui, en poſant pour maxime, que les ſommes fournies pour la dépenſe de ſa maiſon, de celle de Madame Comteſſe d'Artois & des Princes leurs enfans, ne ſauroient être conſidérées *que comme des penſions;* on ajoute que *les fonds accordés par l'État aux perſonnes de la Maiſon royale, pour leur ſubſiſtance & leur entretien, ſont les apanages, & que tout ce qui eſt hors de l'apanage, eſt faveur & grâce accordées par le Roi.*

La Commiſſion chargée depuis un an de l'adminiſtration des finances de M. le Comte d'Artois & que le Roi a autoriſée, prévoit les conſéquences qu'on pourroit tirer de ces

principes. Preſſée par l'époque où l'on ſe propoſe de les mettre en uſage, & dans l'impoſſibilité abſolue de prendre aucuns ordres de M. le Comte d'Artois, ce ſont ſes créanciers, ce ſont les Officiers de ſa maiſon qui provoquent ſon zèle & qui donnent lieu aux obſervations qu'elle a cru pouvoir ſe permettre

La Commiſſion a ouvert ſes ſéances le 12 août 1789. La procuration qui lui fut envoyée de Berne, & qui conſtitue ſes pouvoirs d'adminiſtrer, étoit la plus étendue poſſible; mais dans la lettre qui l'accompagnoit, le Prince indiquoit le nouveau régime qu'il vouloit établir dans ſa maiſon, & le but que l'adminiſtration devoit ſe propoſer; *c'étoit de l'acquittement de ſes dettes qu'il vouloit qu'elle fût continuellement occupée. Nul ſacrifice ne lui coûteroit pour faire honneur à ſes engagemens; il approuvoit d'avance toutes les réformes qui ne tomberoient que ſur lui; il en ſeroit bien indemniſé par l'idée conſolante que les perſonnes qui lui étoient attachées, ſouffriroient moins.* Ces ſentimens qui auroient encore pour garans tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher, ou avec leſquels il eſt en correſpondance, loin de s'altérer par le temps, acquièrent chaque jour une activité nouvelle; & il n'y a pas un mois qu'inſtruit des beſoins qu'éprouvoient les perſonnes de ſa maiſon, il écrivoit: *Vendez ce qui me reſte de chevaux; diſpoſez de tout, répartiſſez-en le prix à ceux à qui je dois; aidez-en ceux qui ont beſoin; diminuez de moitié ce qui m'eſt réſervé;* & il oublioit qu'il s'eſt réduit depuis un an au plus étroit néceſſaire!

A la fin de ſeptembre 1789, il ordonna une première réforme dans ſa maiſon. Toutes les dépenſes qui lui étoient perſonnelles, furent traitées par lui-même avec la plus extrême ſévérité; il voulut que ceux qui ſe trouvoient ſupprimés, euſſent des récompenſes proportionnées à la nature & à la durée de

leurs ſervices. Il s'agiſſoit de faire ſubir une réduction aux penſions qu'il avoit anciennement établies. Que n'a-t-on été témoin de la douleur que lui cauſa cette réforme ! La voix impérieuſe des circonſtances ne pouvoit vaincre la répugnance qu'il éprouvoit ; il ſe reprochoit d'altérer des grâces, & de diminuer des récompenſes qu'il avoit cru juſte d'accorder : il réſiſta pluſieurs jours aux repréſentations qui lui étoient faites à cet égard ; & s'il céda enfin, ce ne fut qu'en retranchant cinquante mille livres de la ſomme à laquelle il ſe reſtreignoit, pour alléger d'autant des réductions qui coûtoient trop à ſa ſenſibilité & à ſa juſtice.

La Commiſſion a recueilli les premiers fruits de cette conduite noble & généreuſe. Chargée d'exécuter des réformes qui tomboient en grande partie ſur une claſſe de perſonnes peu fortunées, elle n'a éprouvé aucun obſtacle, aucun murmure. Des pères chargés d'un grand nombre d'enfans, des ouvriers ſans fortune, des ſerviteurs ſans état & ſans eſpoir de ſe placer, ont reçu avec reconnoiſſance la foible récompenſe de leurs longs ſervices ; il n'en eſt pas un qui n'ait paru plus occupé du Prince qu'il avoit ſervi que de lui-même ; & quand depuis près d'un an que la réforme eſt opérée, ils ont touché à peine deux quartiers de leur modique penſion, ils ne témoignent aucune impatience ; pluſieurs offrent de ne rien recevoir, ſi ce ſacrifice ſans prix pour une ame ſenſible, pouvoit leur rendre un jour plus tôt le maître qu'ils ont perdu.

M. le Comte d'Artois n'exigea point un ſervice régulier pendant tout le temps qui s'écoula depuis ſon départ de Verſailles, juſqu'au jour où il s'eſt fixé à Turin.

Tant que la Cour de Sardaigne a été à Moncallier, la maiſon du Prince a été défrayée par le Roi ſon beau-père ; mais au mois de décembre, époque où Sa Majeſté Sarde eſt revenue dans

la capitale de ſon Royaume, il eſt allé habiter l'hôtel que le Roi lui avoit fait préparer, & alors ſa dépenſe journalière, celle de Madame Comteſſe d'Artois, des deux Princes, des Officiers attachés à leur maiſon & néceſſaires à leur ſervice, a été entièrement à ſa charge.

Dès ce moment, des perſonnes exactes & fidèles ont été prépoſées à l'adminiſtration des fonds que le Tréſor ne pouvoit ſe diſpenſer d'envoyer. Pour prévenir toute eſpèce d'abus, on a déterminé d'une manière invariable, la dépenſe de chaque ſemaine : ſix mille livres ont paru pouvoir ſuffire à tout, & il a été arrêté que chaque ſemaine auſſi il ſeroit tiré une lettre de change de ſix mille livres de Turin, ſur un Banquier de Paris, à qui elle ſeroit exactement rembourſée par le Tréſor du Prince. Cette forme a été ſuivie ſans aucune altération juſqu'à ce jour : ſeulement le ſervice a été augmenté de cinq cents livres d'abord, & porté à ſept mille livres enſuite, lorſque le Prince a eu une partie de ſes chevaux de ſelle dont il avoit été privé pendant ſix mois.

Tel eſt l'état actuel des choſes. La Commiſſion affirme qu'elle n'a rien envoyé de plus à M. le Comte d'Artois ; que ce Prince a, dans pluſieurs de ſes lettres, propoſé de diminuer ſa dépenſe pour marcher plus vîte à ſa libération. Elle portera l'exactitude juſqu'à dire que M. le Comte d'Artois ayant déſiré avoir quelques fonds modiques à ſa diſpoſition, pour parer à un retard de ſervice ſi l'état de ſes finances lui en faiſoit éprouver, ils n'ont été formés qu'avec le prix d'effets à ſon uſage, & qu'il n'eſt ſorti du Tréſor que le montant des lettres de change qui ſont acquittées chaque ſemaine.

La Commiſſion joint à ſes obſervations, le tableau de tout ce qui eſt entré au Tréſor du Prince depuis le 12 août 1789 juſqu'à ce jour. Les regiſtres du Tréſorier, regiſtres d'autant moins

fuspects, qu'ils doivent être produits à la Chambre des Comptes, justifient l'entrée & la fortie de tout ce qui a été reçu de l'État, de tout ce qui est provenu de l'apanage, des biens patrimoniaux du Prince, & de tout ce qui a été payé aux différentes parties prenantes.

On a cru, pour la plus grande intelligence de cette comptabilité, devoir la diviser par femaines : les registres du Trésorier feront ouverts; la Commission les foumet au cenfeur le plus rigide. Il en réfulte que M. le Comte d'Artois avoit d'avance volontairement diminué de quatre cent mille livres fon traitement annuel à la décharge de l'État ; qu'il n'a été payé, depuis plufieurs mois, que fur le pied de deux millions au lieu de trois millions fix cent mille livres dont il jouiffoit auparavant ; qu'à compter du mois de décembre 1789 jufqu'à ce jour, les traites de Turin, acquittées à Paris pour la dépenfe entière de la maifon du Prince, ne s'élèvent qu'à deux cent onze mille deux cent trente livres, & que le furplus de la recette a été employé à éteindre des capitaux exigibles, à payer une foible partie des gages des Officiers, à acquitter les rentes, à fournir aux intérêts des affignations renouvelées, à procurer à d'anciens ferviteurs, à des veuves fans reffources, de foibles fecours pour les fauver des horreurs de la plus extrême indigence.

Ainfi il eft faux que le Tréfor public ait été ouvert à M. le Comte d'Artois.

Il eft faux qu'on lui ait envoyé des millions à Turin, comme on ne ceffe de l'imprimer pour tromper le public.

Il eft faux que le Tréfor du Prince ait touché le plus foible à-compte fur les feize cent mille livres dues depuis le mois d'octobre 1789, aux termes d'une décifion donnée par le Roi en 1783, décifion qui, à cette époque, auroit reçu, à l'égard de M. le Comte d'Artois, fon entière exécution, s'il n'avoit

consenti de répartir sur plusieurs années le secours pécuniaire qui lui étoit accordé, au lieu de le recevoir *in globo*, comme on le lui avoit offert.

Enfin, il est faux que M. le Comte d'Artois *consomme en pays étranger* des revenus considérables, & qu'il porte, comme on ne craint pas de le dire, *l'abondance & notre numéraire dans une terre où l'on n'est pas François.*

Les faits sont rétablis, l'emploi des revenus dont M. le Comte d'Artois a joui jusqu'à ce jour, est connu; les moyens de le vérifier sont offerts: là se borne le ministère de la Commission sur cette première partie; elle ne fera que peu de réflexions sur la seconde.

Tous les raisonnemens que l'on s'est permis sur les payemens faits à la maison de M. le Comte d'Artois, portent sur le principe hasardé *que les fonds accordés par l'État aux personnes de la Maison royale, pour leur subsistance & leur entretien, sont les apanages; que tout ce qui est hors de l'apanage, est faveur & grâce accordées par le Roi.*

On s'étonne que le traitement du Prince lui ait été payé, *même en lui faisant éprouver des diminutions considérables . . . . . . Ce n'étoit pas*, dit-on, *une simple diminution à faire sur les fonds destinés à la maison de Monsieur & de Madame d'Artois; c'étoit une suspension absolue qui devoit avoir lieu à compter du 14 janvier 1790. . . . .*

On ajoute que *les payemens faits à M. le Comte d'Artois sur ses pensions, dons & grâces, depuis le 14 janvier 1790, ont été faits en contravention à la Loi; que ceux qui les ont ordonnés ou qui les ont faits, ont violé la Loi, qu'ils sont répréhensibles, & qu'ils en sont responsables.*

C'est le 6 Août qu'on écrivoit *que les fonds accordés par l'État aux personnes de la Maison Royale, pour leur subsistance &*

leur entretien, sont les apanages; & le 13 les apanages ont été supprimés. Mais sans nous appesantir sur cette observation, nous dirons que le traitement fait par l'État aux Princes frères du Roi, indépendamment des apanages qui leur avoient été assignés, ne peut ni ne doit être rangé dans la classe des simples pensions & des grâces qu'on réduit à volonté.

L'apanage de M. le Comte d'Artois, tel qu'il a été formé, étoit loin de pouvoir fournir à la dépense qu'en 1773 on croyoit indispensable dans la Maison des frères du Roi de France. Placés sur les premières marches du trône, ne connoissant que le Roi au-dessus d'eux, on pensoit alors qu'ils devoient n'être effacés par aucuns de leurs inférieurs. Ce fut la règle que l'on suivit pour déterminer le traitement dont ils jouiroient.

Au lieu de nommer des Officiers à M. le Comte d'Artois, & de leur attribuer des gages proportionnés à leur service, on imagina de créer des charges avec finances, & pour en accélérer la vente, on y attribua des gages qui furent calculés en général sur le pied de plus de douze ou quatorze pour cent, taux que l'on crut nécessaire, parce que ces charges sont périssables sur deux têtes, celle du Prince & celle du Titulaire.

Les finances de ces charges montent à sept millions environ; elles ne sont point entrées dans le Trésor du Prince; elles ont été versées dans celui de l'État, & M. le Comte d'Artois n'est pas moins obligé d'en acquitter les gages sur ce qu'il reçoit chaque année.

L'Assemblée Nationale a décrété le remboursement de ces finances; mais jusqu'à ce que le Décret soit exécuté, & que les Titulaires ayent reçu leur remboursement effectif, il est impossible de leur refuser les gages & les traitemens pour lesquels ils sont portés sur l'état du Roi. Appellera-t-on cela une

pension, une grâce, une faveur qu'on peut retirer ſans ſcrupule quand il ne plaît plus de la faire ? croira-t-on qu'il eût fallu faire éprouver *une ſuſpenſion abſolue aux* Titulaires de ces nombreux offices, *à compter du 14 janvier 1790 !* perſuadera-t-on à perſonne, qu'en les payant on ait violé la Loi ?

Indépendamment de ces offices, le feu Roi, en formant la maiſon de ſon petit-fils, a fixé les ſommes deſtinées pour chaque département, tels que la chapelle, la chambre, la bouche, l'écurie, &c.

Un nombre très-conſidérable de perſonnes non titulaires d'offices, ſont attachées à ces départemens, ont des traitemens inſcrits ſur ce qu'on appelle l'État du Roi. Suſpendre entièrement le ſervice que le Tréſor royal fait pour cet objet, c'eût été enlever l'état & anéantir tout-à-coup l'exiſtence d'une multitude d'individus. *A-t-on violé la Loi* pour avoir pourvu à ces payemens, quand la maiſon ſubſiſte ?

Sur la foi de ce traitement, il exiſte des établiſſemens de tous genres, des locations coûteuſes dans les villes où ſont les principales maiſons royales. Suſpendre, à compter du 14 janvier 1790, le payement des fonds deſtinés aux maiſons du Prince & de la Princeſſe, c'étoit réduire M. le Comte d'Artois à l'affreuſe néceſſité de manquer à tous ſes engagemens, & renverſer en un inſtant la fortune d'un grand nombre de pères de famille.

Les douze cent quatre-vingt-ſeize mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf livres dix-neuf ſous ſix deniers payés au Tréſorier de Madame la Comteſſe d'Artois, ſont dûs à cette Princeſſe, puiſque Louis XV a fixé à cette ſomme l'état de la maiſon qu'il lui avoit promiſe. C'eſt, on ne peut trop le répéter, l'exécution d'un traité de Puiſſance à Puiſſance : pouvoit-on refuſer le

payement de ce qui eſt dû au plus légitime & au plus ſacré des titres ?

Les fonds aſſignés ſur le Tréſor public à la maiſon de M. le Comte & de Madame la Comteſſe d'Artois, ne ſont point abandonnés à leur diſpoſition ; l'emploi en eſt déſigné, la diſtribution en eſt faite dans les états même du Roi ; tout y eſt calculé. Sur les deux millions deux cent un mille trois cent quatre-vingt-dix livres ſix ſous un denier payés à M. le Comte d'Artois, les ſeuls Officiers de ſa maiſon prélèvent un million cent cinquante-ſix mille quatre cent trente livres neuf ſous trois deniers pour les gages & traitemens qui leur ſont attribués par l'état du Roi, à raiſon de leurs finances.

Les Officiers de Madame Comteſſe d'Artois ont au même titre quatre cent quatre-vingt-ſix mille cinq cent cinquante-huit livres neuf ſous ſur les douze cent quatre-vingt-ſeize mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf livres qui lui ſont aſſurés. Une ſomme de quatre-vingt-ſeize mille livres eſt aſſignée à la caſſette du Prince, & cette ſomme a toujours été plus qu'abſorbée par les penſions faites à d'anciens ſerviteurs, à des veuves ſans fortune, à des enfans reſtés orphelins.

Se plaindra-t-on de ce que la maiſon du frère du Roi étoit trop conſidérable ? D'abord, eſt-ce ſur M. le Comte d'Artois que ce reproche peut tomber ? Il avoit ſeize ans lorſque ſon aïeul l'a formée : étoit-il en ſon pouvoir de la réduire, quand ſes Officiers étoient en titre, que les finances de leurs charges étoient verſées au Tréſor royal, & qu'ils étoient devenus créanciers de l'Etat ?

C'eſt dans la formation de la maiſon du Prince, que le dérangement de ſes finances a pris ſa ſource. Les gages & les traitemens attribués à chaque office, à chaque place, quoique conſidé-

rables, ſe ſont trouvés inſuffiſans. Il a fallu donner des ſupplémens, aſſurer des retraites, ſubvenir aux dépenſes imprévues, & avant tout, pourvoir aux beſoins innombrables de deux maiſons naiſſantes. Un premier emprunt en a néceſſité un autre, les intérêts ſe ſont changés en capitaux : des faillites ont épuiſé le Tréſor ; des acquiſitions onéreuſes ont abſorbé en pure perte des principaux raſſemblés à grands frais ; & avant d'être parvenu à l'âge de majorité, le Prince a vu ſur ſa tête une maſſe de dettes dont la très-grande partie ne pourroit, ſans injuſtice, lui être reprochée.

C'eſt dans ce moment que le Roi a cru devoir venir au ſecours de ſon frère, en ſe chargeant des rentes viagères dont on l'avoit grevé, en lui aſſignant des ſommes annuelles deſtinées à l'extinction de ſes capitaux exigibles. Ce travail eſt de 1783, & il n'a encore rien été payé du million ſix cent mille livres, dont les fonds auroient dû être faits au mois d'octobre dernier.

Mais, dit-on, ces payemens ſont des grâces, des eſpèces de penſions, & elles devoient être ſuſpendues, à compter du 14 janvier 1790.

Sans altérer en rien la reconnoiſſance que cette faveur a dû inſpirer à M. le Comte d'Artois, il nous ſera permis de rappeler ici ſes droits qui, s'il les eût exercés, l'euſſent mis plus qu'à portée d'éteindre ſes engagemens & d'opérer ſa libération entière.

Les fils puînés de France ne ſont pas frappés d'une incapacité abſolue de ſuccéder ; la couronne ſeule eſt réſervée à l'aîné. M. le Comte d'Artois étoit inconteſtablement héritier pour ſa part, du Roi Staniſlas & de la Reine ſon épouſe.

Il l'étoit au même titre de la feu Reine ſon aïeule.

Il l'étoit pour un cinquième de la Princeſſe, fille du premier lit de M. le Dauphin.

Il l'étoit aussi pour un cinquième de M. le Dauphin son père, & de madame la Dauphine sa mère.

Personne n'ignore que la dot de l'infante d'Espagne, première femme de feu M. le Dauphin, & qui faisoit partie de la succession de la Princesse sa fille, étoit de cinq cent mille écus d'or au soleil; que la reine de Pologne avoit apporté en dot des terres considérables situées en France, qu'avoit aliénées le Roi Stanislas, & dont il devoit le remploi à la Reine de France sa fille.

Il appartient en outre à M. le Comte d'Artois, cinq cent deux mille quatre cent sept livres dans la succession de feu M. le Dauphin, produisant intérêt depuis le 13 mars 1767.

Enfin M. le Comte d'Artois ne pouvoit être exclu du mobilier immense que laissoit Louis XV en mourant, & qui formoit son pécule particulier : en eût-on contesté un au premier Souverain de l'Europe ?

L'Assemblée Nationale a reconnu elle-même l'existence de ce pécule, puisque par l'article IX du Décret du 13 août, elle a déclaré « que les fils puînés de France, leurs enfans & » descendans ne pourront en aucun cas rien prétendre ni » réclamer à titre héréditaire, dans les biens meubles & immeu- » bles réclamés par le Roi, la Reine & l'héritier présomptif » de la Couronne. »

Ce Décret ne peut avoir d'effet rétroactif, & il est la reconnoissance la plus formelle des loix contraires qui existoient auparavant.

Le silence que M. le Comte d'Artois a gardé jusqu'à présent sur des droits aussi légitimes, n'est dû qu'aux secours qui lui ont été fournis, au traitement qui lui a été assuré; si on les altère, ses droits revivent en entier, aucun engagement

conditionel ne pouvant subsister quand les conditionns cessent d'être remplies.

Il ne faut donc pas croire que le traitement dont a joui jusqu'à ce jour M. le comte d'Artois, est une simple pension ; que les secours qui lui ont été fournis sont une pure faveur. Il est beaucoup plus vrai qu'avec un sacrifice devenu presque indispensable par les circonstances, on a éteint au profit de l'État une multitude de réclamations fondées en droit & en justice.

Et quel moment choisit-on pour reprocher avec amertume à un fils de France les fonds destinés à l'acquittement des dettes qu'on lui a fait contracter en minorité? quel moment choisit-on pour arrêter le payement de ces fonds, sous la menace de rendre le Ministre qui l'ordonneroit responsable? celui où la Nation s'est essentiellement chargée d'éteindre ses dettes en retirant l'apanage qui lui étoit donné, dont il jouissoit depuis dix-sept années, sur la foi duquel ses créanciers lui avoient prêté, & qui est hypothéqué à la totalité de leurs créances. Tout immeuble qui passe d'une main dans une autre, reste grevé des dettes hypothéquaires de chacun de ceux qui en ont eu la propriété. Des lettres de ratification scellées sans opposition, peuvent seules purger ces hypothèques; mais aussi elles rendent exigibles les capitaux même aliénés. Le nouveau détenteur n'a pas le choix de continuer le payement des rentes constituées; il faut qu'il rembourse le capital entier. La moindre partie de l'immeuble qu'il acquiert, est chargée de l'universalité des dettes de son prédécesseur : *Totum in toto*, *& totum in quâlibet parte ;* telle est la définition de l'hypothèque, & l'on en voit assez les conséquences.

L'apanage, quoique composé d'immeubles & de droits domaniaux, est susceptible d'hypothèques comme tous les autres immeubles. Ce n'est qu'autant qu'il finit par défaut d'hoirs

mâles, qu'il retourne au domaine, exempt de toutes les charges imposées par le Prince qui l'avoit possédé. Ce cas heureusement n'est point arrivé, & les droits des créanciers, des rentiers, des officiers de M. le Comte d'Artois, sont conservés sur tous les fruits qu'auroit pu produire l'apanage pendant le plein cours de sa vie.

Si avant d'avoir pu connoître les intentions de M. le Comte d'Artois, la Commission a cru devoir éclaircir des faits & relever des erreurs dont les suites lui ont paru dangereuses, son unique objet a été de conserver au Prince les moyens d'acquitter des engagemens auxquels il ne veut ni ne doit manquer dans aucun cas. Quant à lui, éprouvé par la fortune, il s'est montré au-dessus d'elle. On ne décheoit jamais quand l'honneur reste dans son entier.

Les Commissaires nommés pour l'Administration des finances de Monsieur le Comte d'Artois.

DE MONTCRIF.
DE MONTCHEVREL.
DANJOU.
DE CHEVERU.
DE LA MADELEINE.
DE BONNIERES.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

ÉTATS GÉNÉRAUX

DES RECETTES ET DÉPENSES

Faites par le Trésor de la Maison d'Artois, depuis le 12 Août 1789, jusqu'au 14 Août 1790.

1790.

ÉTAT des Sommes reçues par le Trésor de M. le Comte d'Artois,

SEMAINES.	DU TRÉSOR ROYAL.			SUR LES PRODUITS de l'apanage & des biens patrimoniaux des années 1787, 1788, 1789 & 1790, en vertu de traités particuliers faits avec les Receveurs généraux.	
	RECETTES ordinaires, tant pour les dépenses de la maison de M. d'Artois, que pour celles de ses deux enfans.	AUTRES RECETTES.			
		NATURE.	SOMMES.	PROVINCES ET DOMAINES.	SOMMES.
12 au 15 août 1789. .	96,333lt 6s 8d	Sur le fonds des rent. 61.rs m. 1789.	100,000lt	. . . .	. . . .
15 au 22 dudit.	18,000. // //	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . .
24 au 29 dudit.	23,999. 13. 4	. . . .	. . . . . .	Poitou & Angoum. Revenus casuels. . .	21,000lt //s //d 2,200. // //
31 août au 5 septembre.	8,000. // //	. . . .	. . . . . .	Ponthieu. . . . . Lameilleraye.	1,002. 5 // 9,000. // //
7 au 12 dudit.	96,333. 6. 8	. . . .	. . . . . .	Berry.	12,080. // //
14 au 19 dudit.	. . . .	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . .
21 au 26 dudit.	120,000. // //	. . . .	. . . . . .	Poitou. . . . . Revenus casuels. . .	4,345. 9. 1 183. 6. 8
28 septemb. au 3 octob.	8,000. // //	. . . .	. . . . . .	Poitou. . . . . Berry.	6,000. // // 50,500. // //
5 au 10 dudit.	38,000. // //	. . . .	. . . . . .	Ponthieu & Bois de Champagne . . . . . Casuel.	206,000. // // 73. 6. 8
12 au 17 dudit.	28,000. // //	. . . .	. . . . . .	Berry.	59,981. 14. 8
19 au 24 dudit.	18,000. // //	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . .
26 au 31 dudit.	43,999. 13. 4	. . . .	. . . . . .	Ponth. & Champag. Berry. . . . . Casuel.	155,564. 18. // 78,400. // // 51. 8. 4
2 au 7 novembre . . .	38,000. // //	*Idem*.	175,400.	Angoumois. . . . . . . Champagne.	9,000. // // 11,700. // //
9 au 14 dudit.	95,778. // //	. . . .	. . . . . .	Ponthieu. . . . . Poitou. . . . . Casuel.	5,100. // // 18,000. // // 416. // //
16 au 21 dudit.	30,000. // //	. . . .	. . . . . .	. . . .	. . . .
23 au 28 dudit.	64,333. // //	. . . .	. . . . . .	Poitou. . . . . Casuel.	7,000. // // 165. // //
	726,777. // //		275,400.		657,763. 8. 5

RECETTES PROVENANT de la négociation d'effets & valeurs qui se trouvoient dans le porte-feuille.	RECETTES D'ASSIGNATIONS délivrées par avance sur les fonds du Trésor royal.	RECETTES PARTICULIERES. NATURE.	SOMMES.	TOTAUX RÉUNIS.
13,000₶ " "				
....	2,400₶ " "			
22,000. " "		Vente de la vaisselle d'argent.	16,000₶ "s "d	
125,000. " "		*Idem*................	91,618. 4. 6	
		Vente de chevaux......	86,313. 14. 8	
10,600. " "		*Idem.* de vaisselle d'argent..	129,303. 17. 9	
180,000. " "				
		Vente de chevaux.......	32,076. 8. "	
408,000. " "		Rente de Monseigneur...	5,000. " "	
35,000. " "	111. " "			
				2,923,398₶ 18s 9d
....	9,600. " "	Vente de vaisselle d'argent..	40,435. 5. 5	
		de M. de Polignac, rembnt. de ce qu'il devoit à M.gr..	24,000. " "	
		Revenu du Temple.....	10,000. " "	
....	23,000. " "			
793,600. " "	35,111. " "		434,747. 10. 4.	2,923,398. 18. 9

SEMAINES.	DU TRÉSOR ROYAL.			SUR LES PRODUITS de l'apanage & des biens patrimoniaux des années 1787, 1788, 1789 & 1790, en vertu de traités particuliers faits avec les Receveurs généraux.	
	RECETTES ordinaires, tant pour les dépenses de la maison de M. d'Artois, que pour celles de ses deux enfans.	AUTRES RECETTES.			
		NATURE.	SOMMES.	PROVINCES ET DOMAINES.	SOMMES.
De l'autre part......	726,777 ll // s // d		275,400 ll		657,763 ll 8 s 5 d
30 novemb. au 5 décemb.	46,000. // //	....	....	Ponthieu........ Champagne..... Casuel.........	1,104. 17. // 163,735. 2. // 116. 13. 4
7 au 12 dudit......	38,000. // //	....	....	....	....
14 au 19 dudit......	38,000. // //	....	....	Poitou.......... Ponthieu........ Lameilleraye..... Casuel.........	12,000. // // 21,615. 5. // 6,100. // // 12. // //
21 déc. au 2 janv. 1790.	102,333. // //	....	....	Champagne....... Poitou.......... Casuel.........	25,954. 12. 2 5,131. 10. 7 1,406. 19. 4
4 au 9 dudit......	84,229. 11. //	....	....	Ponthieu........ Casuel.........	51,615. 5. // 400. // //
11 au 16 dudit......	10,000. // //	....	....	Angoumois....... Berry........... Casuel.........	6,001. 10. // 6,000. // // 424. // //
18 au 23 dudit......	38,000. // //	....	....	Casuel.........	4,512. 3. 10
25 au 30 dudit......	38,000. // //	....	....	Ponthieu........ Casuel.........	2,023. 10. // 22. // //
1.er au 6 Février....	101,333. 6. 8	....	....	....	....
8 au 13 dudit......	35,000. // //	....	....	Angoumois.......	14,403. 12. //
15 au 20 dudit......	35,000. // //	....	....	Berry........... Poitou.......... Terre de Maisons..	22,467. 13. 11 4,210. 1. 2 9,961. 17. 6
22 au 27 dudit......	43,000. // //	....	....	Poitou..........	22,000. // //
2 au 6 mars.......	35,000. // //	....	....	Ponthieu........ Casuel.........	1,013. // // 3. // //
	1,370,672. 17. 8.		275,400.		1,039,998. // 3

RECETTES PROVENANT de la négociation d'effets & valeurs qui se trouvoient dans le porte-feuille.	RECETTES D'ASSIGNATIONS délivrées par avance sur les fonds du Trésor royal.	RECETTES PARTICULIERES.		TOTAUX RÉUNIS.
		NATURE.	SOMMES.	
793,600ᴸ ″ˢ ″ᵈ	35,111ᴸ ″ˢ ″ᵈ		434,747ᴸ 10.ˢ 4ᵈ	2,923,398ᴸ 18ˢ 9ᵈ
		Sous-location de deux quarts de loges à l'Opéra.....	1,000. // //	
3,000. // //	11,400. // //	De M. Beaupré, sur ce qu'il doit à Monseigneur....	700. // //	
....	1,200. // //			
8,500. // //		Vente de vins.........	13,148. 2. 3	
		De M. de la Charce, remboursement d'obligation.	42,333. 6. 8	
....	7,000. // //			1,239,691. 18. 5
6,000. // //	10,000. // //	De M. Dillon, rembours.ᵗ de ce qu'il devoit à M.ᵍʳ.	600. // //	
....	69,680. // //	Commende de Monseigneur dans l'Ordre du S.-Esprit.	6,000. // //	
....	33,000. // //			
811,100. // //	167,391. // //		498,528. 19. 3.	4,163,090. 17. 2

SEMAINES.	DU TRÉSOR ROYAL. RECETTES ordinaires, tant pour les dépenses de la maison de M. d'Artois, que pour celle de ses deux enfans.	AUTRES RECETTES. NATURE.	AUTRES RECETTES. SOMMES.	SUR LES PRODUITS de l'apanage & des biens patrimoniaux des années 1787, 1788, 1789 & 1790, en vertu des traités particuliers faits avec les Receveurs-généraux. PROVINCES ET DOMAINES.	SOMMES.
De l'autre part......	1,370,672tt 17s 8d		275,400tt		1,039,998. //s 3d
8 au 13 dudit......	93,333. 6. 8	....	....	Berry...........	12,019. 7. 6
				Casuel..........	4. 16. 9
15 au 20 dudit......	35,000. // //	....	....	Angoumois.......	23,012. 15. 11
				Casuel..........	4. 16. 9
22 au 27 dudit......	35,000. // //	....	....	Poitou..........	3,913. 16. 3
				Berry...........	2,889. 15. 7
				Casuel..........	27. 10. //
29 mars au 10 avril...	71,333. 6. 8	....	....	Lameilleraye.....	9,600. // //
				Montreuil-Bonin...	1,200. // //
				Casuel..........	27. 10. //
12 au 17 dudit......	39,000. // //	....	....	....	....
19 au 24 dudit......	25,000. // //	....	....		
26 avril au 1.er mai....	33,000. // //	....	....	Casuel..........	33. 10. //
3 au 8 dudit......	68,444. 8. 10	....	....	Bois-de-Champagne.	53,000. // //
10 au 15 dudit......	25,000. // //	....	....	Casuel..........	22. 18. 4
				Casuel..........	32. 1. 8
17 au 22 dudit......	35,000. // //	Sur le fonds des rentes, 6 derniers mois 1789.	100,000.	Berry...........	200,000. // //
				Casuel..........	506. // //
24 au 29 dudit......	68,444. 8. 10	....	....	Casuel..........	1. 6. 3
31 mai au 5 juin.....	33,000. // //	....	....	Berry...........	30,000. // //
7 au 12 dudit......	25,000. // //	....	....	Pecquigny.......	5,448. 16. 4.
				Casuel..........	19. 13. 4
14 au 19 dudit......	25,000. // //	....	....	Lameilleraye......	10,000. // //
				Casuel..........	18. // //
21 au 26 dudit......	89,870. // //	Solde, fonds de rentes, 6 derniers m. 1789.	321,375.	....	....
28 juin au 3 juillet...	33,000. // //			Terre de Maisons.	7,582. 2. //
5 au 10 dudit......	// // //	....	....	Angoumois.......	13,201. // //
12 au 17 dudit......	25,000. // //	....		....	....
19 au 24 dudit......	25,000. // //	....	....	....	....
26 au 31 dudit......	89,870. // //	À compte, pensions du berceau des enfans de M.gr 6 dern. m. 1789.	55,000.	Casuel..........	140. 5. //
2 au 7 août.......	33,000. // //	....	....	....	....
9 au 14 dudit......	25,000. // //	*Idem*.........	33,000.	Terre de Maisons.	600. // //
TOTAUX......	2,302,968. 8. 8		784,715.		1,413,304. 1. 11

l'autre part.

RECETTES PROVENANT de la négociation d'effets, & valeurs qui se trouvoient dans le porte-feuille.	RECETTES D'ASSIGNATIONS délivrées par avance sur les fonds du Trésor royal.	RECETTES PARTICULIERES. Nature.	Sommes.	TOTAUX.
811,100^{tt} ^{s} ^{d}	167,391^{tt}		498,528^{tt} 19^{s} 3^{d}	4,163,090^{tt} 17^{s} 2^{d}
....	143,101. // //			
....	2,740. // //			
		Du sieur Duparc, Jardinier, vente de fruits à S.-Germ.	143. 14. //	
		Loyer d'un appartement, Hôtel des Communs, à Versailles.............	1,700. // //	
		Sur les revenus du Temple.	15,000. // //	
....	42,087. // //			
....	8,000. // //			
....	77,000. // //			
		Principal de rente viagère..	10,000. // //	2,254,024. // //
		Idem................	29,500. // //	
		Idem................	11,000. // //	
....	51,425. // //			
		Rente viagère de Monseig.^{r}	20,000. // //	
		Revenus du Temple....	12,000. // //	
7,328. 3 4				
7,750. // //		Vente de comestibles	272. 10. //	
826,178. 3. 4	491,744. // //		598,145. 3. 3	6,417,114. 17. 2

ETAT des sommes payées par le Trésor de M. le Comte d'Artois, semaine

SEMAINES.	POUR les Dépenses de M. & Madame d'Artois, & de leurs deux enfans, à Turin, y compris les frais de voyage.	POUR les Gages, traitemens & Pensions arriérés des Officiers & personnes attachées au service de M. d'Artois & de ses enfans.	POUR les Arrérages des rentes constituées.
12 au 15 août 1789....	....	13,030. ″ 1.	11,423. 6. 8.
15 au 22 dudit........	....	9,661. 5. ″	6,959. 5. ″
24 au 29 dudit........	51,340.	16,455. 1. 8.	11,356. 1. 4.
31 août au 5 septembre..	21,450.	13,156. 5. ″	5,615. ″ ″
7 au 12 dudit........	3,600.	18,379. 10. ″	4,112. ″ ″
14 au 19 dudit........	....	6,400. 19. 7.	3,486. 5. ″
21 au 26 dudit........	12,253.	8,503. 15. ″	5,283. 11. ″
28 au 3 octobre.......	....	21,794. 12. 6.	9,077. 8. 8.
5 au 10 dudit........	....	28,581. 2. 6.	6,360. 4. 5.
12 au 17 dudit........	....	18,621. 6. 3.	7,500. ″ ″
19 au 24 dudit........	12,800.	16,037. 2. 1.	3,908. 16. ″
26 au 31 dudit........	30,000.	7,959. 1. 3.	480. ″ ″
2 au 7 novembre.....	....	11,014. 16. 8.	9,600. ″ ″
9 au 14 dudit........	18,000.	25,286. ″ 3.	15,031. 13. 4.
16 au 21 dudit........	....	12,003. 17. 2.	114,506. 5. ″
23 au 28 dudit........	....	27,935. 6. 10.	2,570. ″ ″
30 novembre au 5 décembre.	12,000.	35,290. 12. 11.	1,290. ″ ″
7 au 12 dudit........	....	16,278. ″ 5.	53,076. 11. 8.
14 au 19 dudit........	5,000.	23,517. 3. ″	3,6293. 9. 6.
21 déc. 1789 au 2 janv. 1790.	2,000.	52,390. 13. 5.	2,186. 5. 2.
4 au 9 dudit........	12,000.	34,625. 6. 2.	8,788. 15. ″
11 au 16 dudit........	12,000.	46,874. 13. 10.	14,905. ″ ″
18 au 23 dudit........	6,000.	25,571. ″ 9.	34,044. 15. ″
25 au 30 dudit........	....	14,427. ″ ″	63,037. 6. ″
1.er au 6 février.......	5,000.	26,032. 1. 6.	82,936. 14. 6.
8 au 13 dudit........	5,000.	17,381. 13. 9.	67,746. 2. 10.
15 au 20 dudit........	6,000.	6,755. 10. ″	52,401. 5. ″
22 au 27 dudit........	6,500.	15,782. 6. 3.	30,950. ″ ″
2 au 6 mars.........	6,500.	16,330. 7. 6.	27,159. 5. ″
8 au 13 dudit........	6,500.	16,365. 19. 7.	20,650. 8. ″
15 au 20 dudit........	6,700.	8,655. 16. 8.	16,395. ″ ″
22 au 27 dudit........	7,030.	3,815. ″ ″	8,265. 13. 4.
29 mars au 10 avril......	6,500.	19,262. 12. 9.	3,372. 10. ″
12 au 17 avril.........	13,000.	10,087. 19. 2.	8,091. 6. 6.
19 au 24 dudit........	6,500.	11,370. 5. 5.	6,011. 13. 4.
	273,673.	659,634. 19. 11.	754,871. 17. 3.

POUR le Remboursement d'assignations ou anticipations.	POUR Fournitures & objets arriérés des bâtimens, bouche, chambre, écurie, &c. & intérêts & capitaux restant dûs sur les acquisitions.	POUR Intérêts & frais de négociation, d'assignations ou anticipations.	TOTAUX RÉUNIS.
135,000.	5,400. " "	1,750. 16. 8.	
....	13,833. " "	1,406. 10. "	
104,400.	17,696. 17. "	7,696. 5. "	
109,200.	....	32,118. 9. 4.	
162,500.	18,815. 9. "	2,793. 2. 9.	
130,000.	3,367. 3. "	34,313. 7. 5.	
164,500.	13,055. 18. "	28,694. 3. 4.	
355,750.	24,277. 10. "	112,699. 3. 4.	
....	9,425. " "	9,195. " "	
20,000.	56,862. 13. "	10,491. 13. 4.	
....	3,328. 16. "	175. " "	
169,000.	36,933. 6. 8.	10,937. 6. 8.	
30,000.	26,403. 10. "	1,023. 10. "	
14,000.	5,953. 10. "	5,185. 18. 4.	
....	10,132. " 9.	7,748. 15. "	
17,000.	32,237. 9. 10.	762. 15. "	
62,000.	19,801. 5. "	22,359. " "	5,511,512. 1. 11.
....	16,081. 4. "	383. 2. 8.	
....	10,200. " "	1,822. 5. "	
46,500.	29,355. 15. 9.	160,188. 3. 5.	
46,000.	15,750. " "	2,582. 10. "	
....	10,175. 9. 6.	11,043. 11. 6.	
5,100.	30,070. " 2.	705. 6. 4.	
20,000.	6,719. 7. 7.	985. 15. "	
....	7,531. 4. "	13,163. 13. "	
....	10,084. 16. "	2,443. 12. 6.	
540,000.	69,467. 11. 5.	30,506. 6. "	
27,000.	5,461. 15. 7.	7,616. 16. 4.	
7,000.	12,500. " "	1,775. " "	
....	27,756. 19. 6.	262,314. 2. 9.	
....	48,024. 1. 8.	7,017. 14. 10.	
65,000.	7,628. 6. 10.	2,388. " "	
78,400.	14,207. 17. 9.	4,992. " "	
....	53,941. 9. 3.	17,654. 8. "	
8,250.	16,050. " "	1,269. 14. "	
2,316,600. " "	688,529. 7. 3.	818,202. 17. 6.	5,511,512. 1. 11.

SEMAINES.	POUR les Dépenses de M. & Madame d'Artois, & de leurs deux enfans, à Turin, y compris les frais de voyage.	POUR les Gages, Traitemens & Pensions arriérés des Officiers & personnes attachées au service de M. d'Artois & de ses enfans.	POUR les Arrérages des rentes constituées.
De l'autre part........	273,673.	659,634l 19s 11d	754,871l 17s 3d
26 avril au 1.er mai.....	6,500.	10,675. 16. 11.	9,220. 19. 9.
3 au 8 mai..........	6,500.	19,642. 10. 9.	5,095. // //
10 au 15 dudit.......	....	7,348. 18. 1.	4,200. // //
17 au 22 dudit.......	6,500.	12,772. 15. 5.	9,194. 3. 4.
24 au 29 dudit.......	6,500.	24,161. 1. //	9,500. // //
31 mai au 5 juin,.......	6,500.	7,441. 6. 1.	5,103. 15. //
7 au 12 dudit.......	6,500.	5,247. 17. 4.	4,450. // //
14 au 19 dudit.......	6,500.	13,221. 15. 5.	5,688. // //
21 au 26 dudit.......	6,500.	12,327. 19. 2.	155,730. // 2.
28 juin au 3 juillet......	6,500.	22,411. 8. 9.	6,437. 10. //
5 au 10 juillet........	6,500.	11,431. 10. //	3,020. // //
12 au 17 dudit.......	6,500.	20,463. 15. 5.	4,750. // //
19 au 24 dudit.......	6,500.	21,329. 12. 7.	4,610. // //
26 au 31 dudit.......	7,000.	49,181. 7. //	13,542. 10. //
2 au 7 août.........	7,000.	26,656. 4. 5.	2,280. // //
9 au 15 dudit.......	7,000.	18,485. 13. 5.	2,420. // //
TOTAUX....	372,673.	942,434. 11. 8.	1,000,113. 15. 6.

Nota. On ne trouve point dans cette colonne les dépenses de la Commission, parce qu'elle n'en a occasionné aucune.

RÉSULTAT.

La Dépense du présent État, est de....... 6,890,285ll 10s 6d

La Recette, suivant l'État de l'autre part, est de 6,417,114. 17. 2.

La Dépense excède la Recette de.......... 473,170. 13. 4.

OUR le Rembourſement ſignations ou anticipations.	POUR Fournitures & objets arriérés des bâtimens, bouche, chambre, écurie, &c. & intérêts & capitaux reſtant dûs ſur les acquiſitions.	POUR Intérêts & frais de négociation, d'aſſignations ou anticipations.	TOTAUX RÉUNIS.
2,316,600^{l} ″^{s} ″^{d}	688,529^{l} 7^{s} 3^{d}	818,202^{l} 17^{s} 6^{d}	5,511,512^{l} 1^{s} 11^{d}
....	6,187. 12. 8.	11,660. ″ ″	
....	19,156. 9. 6.	82,745. 11. 8.	
400.	10,860. ″ ″	9,971. 11. 8.	
12,600.	8,981. 2. 4.	19,106. 17. 6.	
33,700.	9,150. ″ ″	13,243. 15 ″	
4,000.	73,230. 19. ″	17,665. 3. 4.	
3,600.	24,968. 4. 7.	15,387. 14. 5.	
....	18,784. 3. 9.	16,041. 7. 6.	1,378,773. 8. 7.
4.000.	9,759. 5. ″	9,146. 7. 6.	
57,629.	25,545. 2. ″	28,551. 11. 4.	
7,021.	1,923. ″ ″	9,946 17. 1.	
8,640.	9,756. 15. 4.	13,861. 5. ″	
9,000.	5,400. ″ ″	13,712. 10. 3.	
22,000.	11,559. 7. 6.	8,758. 17. 9.	
5,000.	6,567. 4. 6.	21,380. 11. 1.	
25,925.	6,542. 7. ″	18,665. 4. 4.	
2,510,115. ″ ″	936,901. ″ 5.	1,128,048. 2. 11.	6,890,285. 10. 6.

Nota. L'excédant de la dépenſe ſur la recette dans la maiſon du Prince, a été pris ſur les fonds de la maiſon de la Princeſſe.

RÉSUMÉ.

L'excédant de la recette ſur les dépenſes de la maiſon de Madame d'Artois, eſt de. 639,561^{l} 5^{s} 2^{d}

L'excédant des dépenſes ſur la recette de la maiſon de M. d'Artois, eſt de........ 473,170. 13. 4.

Il paroîtroit que le Tréſorier doit avoir en caiſſe la ſomme de.............. 166,390. 11. 10.

Cette ſomme exiſte effectivement dans le Tréſor, mais elle n'y eſt pas en eſpèces; elle eſt en grande partie compoſée d'effets ſuſpendus & à époques qui ont été donnés au Tréſor du Prince au lieu d'argent.

ÉTAT des sommes reçues & payées par le Trésorier de Madame Comtesse d'Artois, par semaines, depuis le 12 Août 1789, jusqu'au 14 Août 1790.

SEMAINES.	RECETTES. DU TRÉSOR ROYAL sur les dépenses ordinaires, ET COMPTANT.	RECETTES. EXTRAORDINAIRES provenant de la vente DES CHEVAUX.	DÉPENSES. TRAITEMENS sur DIVERS EXERCICES.	DÉPENSES. FOURNITURES sur DIVERS EXERCICES.
Du 12 au 15 Août 1789.	25,000ᵗᵗ //ˢ //ᵈ	//	5,463ᵗᵗ 15ˢ //ᵈ	1,980ᵗᵗ //ˢ //ᵈ
Du 17 au 22 dud.....	25,000. // //	//	11,443. 15. //	11,661. 9. //
Du 24 au 29 dud.....	37,333. // //	//	16,537. 4. 10.	1,200. // //
Du 31 Août au 5 Sept...	15,000. // //	//	16,763. 19. 2.	// // //
Du 7 au 12 dud.....	25,000. // //	//	5,648. 15. //	3,000. // //
Du 14 au 19 dud......	// // //	//	// // //	// // //
Du 21 au 26 dud.....	// // //	//	7,023. 15. //	7,520. // //
Du 28 Sept. au 3 Octob.	4,000. // //	//	2,001. 15. 5.	3,960. // //
Du 5 au 10 Octobre...	25,000. // //	22,246ᵗᵗ 5ˢ 4ᵈ	2,653. 19. 2.	// // //
Du 12 au 17 dud......	15,000. // //	//	8,777. 16. 8.	2,000. // //
Du 19 au 24 dud......	15,000. // //	//	7,837. 7. 1.	9,480. // //
Du 26 au 31 dud......	37,333. // //	//	3,122. 10. //	150. // //
Du 2 au 7 Novembre.	25,000. // //	//	7,320. 10. 5.	// // //
Du 9 au 14 dud......	46,294. 17. 6.	//	4,072. 10. //	// // //
Du 16 au 21 dud......	// // //	//	5,211. 15. 5.	400. // //
Du 23 au 28 dud......	33,333. // //	//	11,938. 13. 4.	214. // //
Du 30 Nov. au 5 Déc..	29,000. // //	//	9,061. 10. 10.	8,841. // //
Du 7 au 12 dud......	25,000. // //	//	8,004. 4. 7.	16,248. 12. //
Du 14 au 19 Décembre..	25,000. // //	//	6,662. 1. 8.	1,500. // //
Du 21 au 31 dud......	43,333. // //	//	10,318. 17. 6.	880. // //
	450,626. 17. 6.	22,246. 5. 4.	149,864. 16. 1.	69,035. 1. //

SEMAINES.	RECETTES		DÉPENSES.	
	DU TRÉSOR ROYAL sur les dépenses ordinaires, ET COMPTANT.	EXTRAORDINAIRES provenant de la vente DES CHEVAUX.	TRAITEMENS sur DIVERS EXERCICES.	FOURNITURES sur DIVERS EXERCICES.
De l'autre part.....	450,626₶ 17s 6d	22,246₶ 5s 4d	149,864₶ 16s 1d	69,035₶ 1s 〃d
Du 2 au 9 Jan. 1790.	15,000. 〃 〃	〃	11,734. 18. 6.	600. 〃 〃
Du 11 au 16 dud....	25,000. 〃 〃	〃	26,666. 1. 8.	8,568. 10. 〃
Du 18 au 23 dud....	25,000. 〃 〃	〃	8,111. 10. 5.	2,480. 〃 〃
Du 25 au 30 dud....	25,371. 11. 6.	〃	6,334. 5. 5.	14,778. 8. 7.
Du 1.er au 6 Février..	40,000. 〃 〃	〃	8,441. 15. 10.	11,047. 〃 〃
Du 8 au 13 dud....	30,000. 〃 〃	〃	4,229. 7. 6.	1,000. 〃 〃
Du 15 au 20 dud....	30,000. 〃 〃	〃	6,471. 17. 6.	200. 〃 〃
Du 22 au 27 dud....	34,000. 〃 〃	〃	6,782. 6. 〃	2,200. 〃 〃
Du 1.er au 6 Mars...	30,000. 〃 〃	〃	7,821. 5. 8.	24,713. 〃 〃
Du 8 au 13 dud....	30,000. 〃 〃	〃	6,887. 10. 11.	〃 〃 〃
Du 15 au 20 dud....	30.000. 〃 〃	〃	7,094. 5. 10.	105. 〃 〃
Du 22 au 27 dud.....	20,000. 〃 〃	〃	1,004. 〃 〃	〃 〃 〃
Du 29 Mars au 10 Avril.	24,000. 〃 〃	〃	7,622. 1. 11.	450. 〃 〃
Du 12 au 17 dud....	20,000. 〃 〃	〃	2,604. 15. 5.	〃 〃 〃
Du 19 au 24 dud....	20,000. 〃 〃	〃	6,097. 10. 5.	〃 〃 〃
Du 26 Avril au 1.er Mai.	24,000. 〃 〃	〃	6,338. 9. 7.	〃 〃 〃
Du 3 au 8 dud.....	20,000. 〃 〃	〃	13,006. 2. 6.	1,150. 〃 〃
Du 10 au 15 dud....	20,000. 〃 〃	〃	6,576. 15. 〃	6,484. 3. 3.
Du 17 au 22 dud....	25,000. 〃 〃	〃	5,654. 18. 9.	〃 〃 〃
Du 24 au 29 dud....	21,578. 11. 〃	〃	5,691. 〃 〃	200. 〃 〃
Du 1.er Mai au 5 Juin..	24,000. 〃 〃	〃	3,269. 〃 〃	〃 〃 〃
Du 7 au 12 dud....	20,000. 〃 〃	〃	961. 15. 〃	800. 〃 〃
Du 14 au 19 dud....	20,000. 〃 〃	〃	9,458. 〃 〃	14,100. 〃 〃
Du 21 au 26 dud....	21,578. 11. 〃	〃	300. 〃 〃	600. 〃 〃
	1,045,155. 11. 〃	22,246. 5. 4.	319,024. 9. 11.	158,511. 2. 10.

SEMAINES.	RECETTES		DÉPENSES.	
	DU TRÉSOR ROYAL sur les dépenses ordinaires, ET COMPTANT.	EXTRAORDINAIRES provenant de la vente DES CHEVAUX.	TRAITEMENS sur DIVERS EXERCICES.	FOURNITURES sur DIVERS EXERCICES.
De l'autre part	1,045,155[tt] 11[s] //[d]	22,246[tt] 5[s] 4[d]	319,024[tt] 9[s] 11[d]	158,511[tt] 2[s] 10[d]
Du 28 Juin au 3 Juil. 1790.	24,000. // //	//	13,411. 14. 10.	600. // //
Du 5 au 10 dud....	// // //	//	3,726. 5. //	// // //
Du 12 au 17 dud....	20,000. // //	//	6,114. // //	// // //
Du 19 au 24 dud....	20,000. // //	//	12,584. 18. 4.	7,172. 14. //
Du 26 au 31 dud....	21,578. 11. //	//	18,672. 2. 11.	400. // //
Du 2 Juil. au 7 Août.	24,000. // //	//	11,594. 5. 10.	1,133. 16. //
Du 9 au 14 dud....	20,000. // //	//	4,473. 12. 6.	// // //
	1,174,734. 2. //	22,246. 5. 4.	389,601. 9. 4.	167,817. 12. 10.

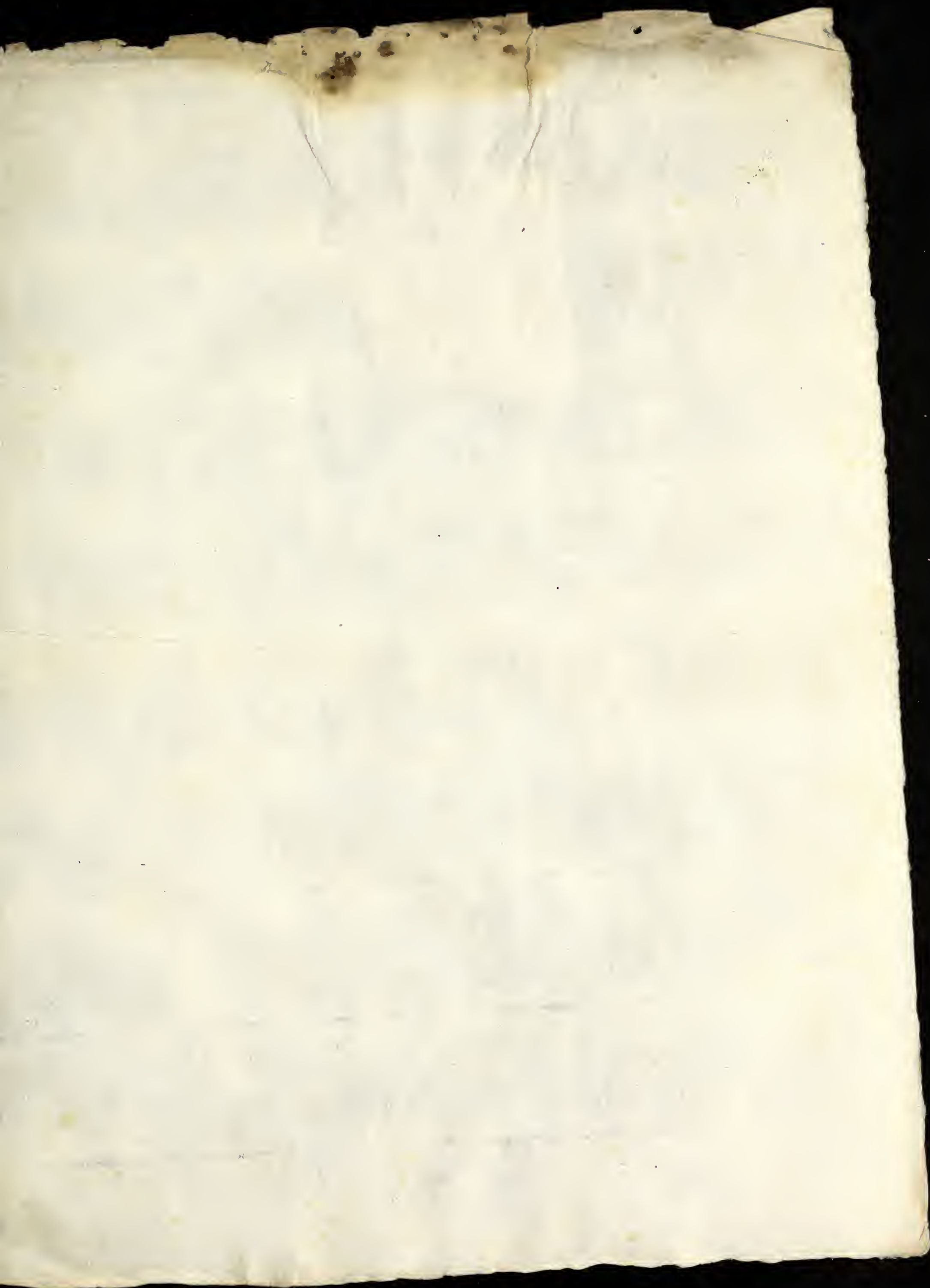
RÉCAPITULATION.

RECETTES

Du Trésor royal..............	1,174,734. 2. //	1,196,980. 7. 4.
Extraordinaires	22,246. 5. 4.	

DÉPENSES.

Traitemens..................	389,601. 9. 4.	557,419. 2. 2.
Fournitures..................	167,817. 12. 10.	
		639,561. 5. 2.



f14